

Kiev, base arrière de l'opposition russe

Ukraine Des intellectuels et des militants y organisent le soutien aux démocrates russes.

Reportage Sébastien Gobert
Correspondant en Ukraine

Nous ouvrons une ambassade alternative de la société civile russe en Ukraine." Ce 13 avril, ils étaient quelques dizaines, journalistes, intellectuels et militants civiques, à inaugurer la "Maison de la Russie libre" à Kiev. Entre quelques photos, des discours élanés et des toasts enthousiastes, l'événement était modeste. Il a néanmoins marqué un temps fort pour la communauté de quelque 2 000 citoyens russes résidant en Ukraine. Dans un contexte de guerre hybride entre Russie et Ukraine, ils sont pour la plupart des opposants en exil au régime de Vladimir Poutine.

"Les Russes qui vivent en Ukraine représentent un groupe crucial de réflexion et de soutien de l'opposition démocratique en Russie", explique Grigori Frolov, jeune co-fondateur de la "Maison de la Russie libre". Après plusieurs années à Washington D.C., il a emménagé à Kiev en 2016. "Les Russes, ici, comprennent les défis de la transition démocratique en Ukraine. Ils comprennent encore très bien ce qu'il se passe en Russie. Nombre d'entre nous ont des contacts en Occident. Cela nous ouvre énormément de possibilités."

"La Russie n'écouterait pas l'Occident. Il faut que ce soient des Russes qui dé-poutinisent la Russie", lance Vladislav Davidzon, un Russe de New York, rédacteur en chef de "The Odessa Review". Dans un contexte de répression politique aigüe au sein de la Fédération, les dissidents et critiques risquent des poursuites judiciaires en cas de participation à une manifestation de rue, une critique du gouvernement, voire un message provocateur posté sur les réseaux sociaux. Le rôle des exilés et de la diaspora comme acteurs de l'opposition à Vladimir Poutine revêt ainsi une dimension très importante. "Kiev est très

proche de la Russie, de plus d'une manière", poursuit Vladislav Davidzon. "Développer ici une communauté russe vibrante est un symbole très fort."

Pas de gouvernement d'exil

"Malgré les espoirs soulevés en 2014, nous avons bien compris que la Révolution de Maïdan n'a pas abouti", analyse Olga Kurnosova, ancienne collaboratrice de Gary Kasparov, et de l'opposant assassiné Boris Nemtsov. "Mais il reste admirable que les Ukrainiens se soient débarrassés d'un régime corrompu et autoritaire. Avec, toutes proportions gardées, un niveau de violences assez contenu."

Pour cette militante démocrate de longue date, les leçons à tirer sont claires : un éventuel renversement du régime en Russie ne débouchera sur rien sans des changements structurels. Sur son smartphone, Olga Kurnosova suit avec attention une manifestation de l'opposition unie à Moscou tout en parlant. Elle n'a plus qu'un contact virtuel avec les protestations anti-Poutine depuis octobre 2014, quand elle a fui la Russie dans un train de nuit.

Pour autant, pas question de former un quelconque gouvernement en exil à Kiev. D'abord par manque de moyens, mais aussi par manque de cohérence et de coordination au sein de la communauté russe. Au-delà de la simple opposition au Kremlin, les avis divergent, tant sur les méthodes que sur les objectifs.

"C'est aussi à cela que la Maison de la Russie libre doit s'atteler", commente Grigori Frolov. A travers une association préexistante, "EmiRussia", son équipe apporte assistance et conseil aux émigrés nouveaux venus, notamment au niveau administratif.

De fait, l'Ukraine est une des destinations naturelles pour un citoyen

russe obligé de quitter son pays. Hormis la proximité géographique, culturelle et linguistique, l'Ukraine ne requiert pas de visas pour les entrées et séjours de citoyens russes. "Une fois sur place néanmoins, ils s'aperçoivent que la situation n'est pas si simple que ça", explique la journaliste Ekaterina Sergatskova, en Ukraine depuis 9 ans. "Ils rencontrent beaucoup de problèmes avec les services de l'immigration, la police, l'administration en général..."

La peur des infiltrations

Maskym Butkevych, de l'association "No Borders", confirme que plusieurs citoyens russes se voient refuser leurs demandes d'asile et sont rapatriés, "malgré les risques évidents auxquels ils font face en Russie".

"Le soutien politique, ce n'est pas un problème", continue Ekaterina Sergatskova. Comme à plusieurs

autres, le président Petro Porochenko lui a accordé la citoyenneté ukrainienne, et encourage les contestations anti-Poutine. "Mais ça s'arrête là. Le pouvoir ne fournit pas d'aide financière ou logistique à l'opposition. Et dans l'administration, les médias, la so-

"Il y a tant à faire. A la fois pour la Russie, mais aussi pour s'assurer que le lien entre Russes et l'Europe n'est pas rompu. Kiev est un bon endroit pour commencer."

Ilya Ponomarev

Ancien député russe, exilé à Kiev.

ciété en général, beaucoup d'Ukrainiens voient les Russes d'un très mauvais œil."

Suivant l'annexion de la Crimée par la Russie, et dans le contexte du conflit meurtrier dans l'est de l'Ukraine, les partisans d'une rupture définitive avec la Russie et les Russes se font très actifs. L'inauguration de la "Maison de la Russie libre", d'ailleurs, a dû être organisée dans le secret, par peur d'une intervention de groupes nationalistes ukrainiens, qui s'étaient faits menaçants sur les réseaux sociaux.

Discrets vis-à-vis des Ukrainiens, les Russes en exil vivent aussi dans la peur des infiltrations des services secrets poutiniens, voire de représailles violentes. L'assassinat, en plein centre de Kiev, de l'ancien député russe Denis Voronenkov, le 23 mars, en a glacé plus d'un. L'homme aurait été puni pour avoir fait défection au Kremlin. Son ami, l'ancien député russe Ilya Ponomarev, qui avait refusé de voter pour l'annexion de la Crimée en 2014, est désormais affublé de deux gardes du corps lors de ses déplacements dans Kiev. *"Je n'ai pas particulièrement peur pour ma vie. Tout le monde connaît mes positions, et on aurait pu m'abattre il y a longtemps"*, explique-t-il. *"Il est vrai que notre situation est sensible. Mais il y a tant à faire. A la fois pour la Russie, mais aussi pour s'assurer que le lien entre Russes et l'Europe n'est pas rompu. Kiev est un bon endroit pour commencer."*